# **Termes de Reference**

# **Activité : B2 – 2.1 Ateliers d’initiation à l’open data**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | CFI et Expertise France  |
| Directeurs de Projet | Julie Abrivard - Emilie Bècle  |
| Email | jad@cfi.fr ; Emilie.becle@expertisefrance.fr  |
| Pays/institution | **Côte d’Ivoire /OSC. Administration /CT- PGO** |
| Opérateur sur l’activité | **CFI et EF** |
| Activité | **Activité : B2 – 2.1 Ateliers d’initiation à l’open data** |

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d’Action National 2018-2020, la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’actions. Le Gouvernement français a ainsi décidé de mettre en place, via un financement de l’AFD, le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de développement médias) ce projet d’Assistance Technique, d’une durée de 3 ans, à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leurs réformes de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d’Ivoire.

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations publiques et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Actions National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

# Membre du PGO (Partenariat pour un Gouvernement Ouvert), la Côte d'Ivoire s'est engagée dans un processus d'ouverture et de transparence dans la gestion des affaires publiques. A ce titre, le gouvernement a lancé en 2016 sa propre plateforme de partage des données publiques *data.gouv.ci*. La création du site a été pilotée par le Centre d'Information et de Communication du Gouvernement (CICG) en partenariat avec la Commission d'Accès à l'Information d'Intérêt Public et aux Documents Publics (CAIDP) et l'organisation non-gouvernementale CODE.CI. La mise en place de cette plateforme d'open data gouvernementale répond à un triple objectif:

# le renforcement de la transparence de l'action publique,

# l'amélioration continue du service public

# le développement économique par la création de nouvelles opportunités.

A ce jour, sont disponibles ce portail Open Data Côte d’Ivoire :

* 15 organisations (structures publiques en phase pilote) qui contribuent à l’alimentation de la plateforme,
* 16 thématiques sont couvertes
* 156 jeux de données créés
* 303 données publiées.

En termes de sensibilisation et de mobilisation :

* 25 structures publiques ont été enrôlés dans la phase pilote
* 2 Associations des blogueurs de Cote d’Ivoire (UNBCI, ABCI)
* Participation à #HACKFRANCOPHONIE (Paris) en 2016
* Conférence d’Afrique Francophone des Données Ouvertes (CAFDO au Burkina Faso) en 2017
* Conférence Africaine des Données ouvertes à Accra (2017)

Toutefois, plusieurs constats peuvent être faits par rapport à cette plateforme d’open data :

* Mise en ligne de données peu exploitées même si sous format XLS et en CSV ;
* Pas de mise à jour systématique des données ;
* Un arrêt du processus de collecte et de diffusion des données publiques
* Le lien vers la plateforme ne fonctionne pas de manière optimale car le CICG est en train de changer d’hébergeur pour garantir la pérennité du processus.

De plus, la mise en place de cette plateforme n’a pas forcément été accompagnée d’actions en terme :

* d’information et de mobilisation de la société civile quant au concept d’open data et à l’utilisation de données ouvertes ;
* de vulgarisation et d’information autour de la plateforme ;
* de généralisation du processus de collecte et de publication des données à toute l’administration publique.

Dans le cadre du projet PAGOF, il a été décidé, conjointement avec les points focaux, d’apporter un appui à l’engagement 9 du Plan d’Actions National (PAN) « Développement d’un portail Open Data » et plus précisément d’organiser des **ateliers d’initiation à l’Open Data** à destination aussi bien des OSC que de l’administration.

L’objectif général de cette activité est de former et donner un premier niveau de connaissance sur l’open data pour les responsables opérationnels et métiers au sein :

* des OSC traitant du PGO ;
* des services responsables de publier sur la plateforme open data au sein des administrations;
* du Centre d'Information et de Communication du Gouvernement (CICG) ;

Ces acteurs n’ont pas tous une bonne connaissance des notions et principes de gouvernement ouvert et d’open data. Les membres du Comité technique du PGO (CT-PGO) bénéficieront également de cette formation, dans un second temps. Il ne s’agit pas de former que des techniciens à l’open data mais de faire comprendre les enjeux et bases de l’open data pour sensibiliser les responsables à son utilité et ses impacts dans la modernisation d’un Etat.

Ces 2 ateliers doivent permettre aux différents participants d’une part, de comprendre les enjeux, stratégies, acteurs et impacts de l’open data, et d’autre part, de maitriser et comprendre l’ouverture des données.

1. Le premier atelier aura pour cible des Directeurs Généraux d’administration afin de les sensibiliser à l’open data (initiation open data, plaidoyer, sensibilisation des décideurs politiques) :

Plus spécifiquement, le prestataire devra contribuer à former les participants sur (liste non exhaustive) :

* La définition de l’open data : qu’est-ce qu’on entend par donnée ? qu’est ce qui rend les données ouvertes ? etc.
* Les enjeux, opportunités et impacts : pourquoi en a-t-on besoin ? quels peuvent être les impacts sur la société et les politiques publiques ? etc.
* Les principes d’ouverture et de partage des données publiques ;
* Les acteurs et rôle de chacun dans l’open data : notamment rôle de l’administration et la coordination entre administration, rôle des OSC, rôle du citoyen ;
* Le cadre juridique et administratif qui entoure l’ouverture des données publiques,
1. Le deuxième atelier aura pour cible des « opérationnels » qui traitent des données ouvertes dans l’administration et dans la société civile afin de les sensibiliser à l’open data, mais avec un aspect plus technique. Ainsi, en plus des sujets ci-dessous, le prestataire devra contribuer à former les participants sur (liste non exhaustive):
* Connaître les outils pour l’ouverture des données et leur réutilisation : les portails d’open data (CKAN, Open Data Soft, [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr/) , etc…), avantages/inconvénients
* Produire et publier de la donnée (format et standards de l’open data)
* Récupérer, analyser et exploiter des données ouvertes ;
* Evaluer la qualité des données ouvertes ;
* Les obstacles récurrents ;
* La réutilisation des données : qu’est-ce qu’une donnée réutilisable, place et rôle des réutilisateurs ;
* Cas pratiques de réutilisation des données ;
* Procédure de demande d’ouverture des données par la société civile.

# Prestation à fournir

Le prestataire devra :

# Proposer un programme de formation détaillé (modules abordés, méthodes pédagogiques utilisées, format des modules, supports de formation éventuels etc.) et adapté aux participants. Il pourrait être envisagé des sessions communes et des sessions spécifiques en fonction de la typologie des participants (OSC/administration/CICG/ CT-PGO) ;

* Préparer tous les supports de formation nécessaires et animer l’ensemble des ateliers de formation

# Livrables Attendus et Calendrier des Livrables

Au terme de la prestation, l’expert(e) devra fournir :

* Les supports de formation utilisés
* Rapport de fin de mission

# Participants

Les responsables opérationnels et métiers au sein :

* des OSC traitant du PGO ;
* des administrations responsables de publier sur la plateforme open data  (le groupe des Directeur et le groupe des techniciens) ;
* du Centre d'Information et de Communication du Gouvernement (CICG) ; les membres du CT-PGO.

En fonction du nombre de participants, 2 formations seront prévues (environ 20 pers/formation)

# Type de contrat

Court terme

# Nombre de jours d’expertise

11 jours de prestation :

* 1 atelier de 2 jours ;
* 1 atelier de 3 jours ;
* 5 jours de préparation ;
* 1 jour de Reporting

# Calendrier prévisionnel

Novembre 2018

# Lieu d’exécution

Côte d’Ivoire

# Profil requis de l’expert

Qualifications et compétences

* Bonne connaissance des principes de gouvernement ouvert et du PGO ;
* Excellente connaissance sur l’ouverture des données (open data : enjeux, impacts, acteurs, stratégie d’ouverture d’un Etat, collecte, nettoyage, diffusion à la compréhension de la chaîne de publication de données ouvertes) etc…
* Connaissance du dialogue avec les Organisations de la Société Civile et l’administration ;
* Excellentes compétences orales et rédactionnelles.

Expérience professionnelle générale et spécifiques

* Expérience dans la mise en œuvre de projets/activités sur les valeurs et principes de gouvernement ouvert ;
* Expérience en tant que formateur dans le domaine de l’ouverture des données publiques, chaîne de publication des données, etc…
* Expérience de la mise en réseau des acteurs open data au sein de l’administration centrale et avec les OSC et le citoyen
* Capacité à travailler en milieu interculturel,
* Capacité de mise en perspective des relations autorités/OSC et de faciliter leurs échanges ;

# Langue(s) de travail

Français